

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)

CNSNMM-2017-07-01

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Ministère des Sports,

École Nationale des Sports de Montagne (ENSM)

Site du Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne (CNSNMM)

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Monsieur le Directeur Général de l'ENSM

OBJET DU MARCHÉ :

CONCEPTION/RÉALISATION D'UNE CHAUFFERIE BOIS

REMISE DES OFFRES :

Au plus tard **le 31 Juillet 2017 à 12h00**

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **Juillet 2017**.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES – INTERVENANTS.....	3
1.1 – Objet du marché – lieu d'exécution.....	3
1.2 – Dispositifs légaux en vigueur.....	3
1.3 – Tranches et lots.....	3
1.4 – Intervenants.....	3
1.4.1 – <i>Maître d'œuvre</i>	3
1.4.2 – <i>Maître d'ouvrage</i>	3
1.4.3 – <i>Contrôle technique</i>	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
2.1 – Pièces particulières jointes au présent marché.....	4
2.2 – Pièces générales non jointes au présent marché.....	4
ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT – PRIX.....	4
3.1 – Modalités de paiement – règlement des comptes.....	4
3.2 – Règlement des travaux non prévus.....	5
3.3 – Contenu des prix.....	5
3.4 – Variation dans les prix.....	5
3.4.1 – <i>Répercussion sur les prix du marché</i>	5
3.4.2 – <i>Application de la taxe sur la valeur ajoutée</i>	5
3.4.3 – <i>Tranches conditionnelles</i>	5
3.5 – Paiement des sous-traitants/co-traitants.....	5
3.5.1 – <i>Désignation des sous-traitants</i>	5
3.5.2 – <i>Modalités de paiement direct</i>	6
ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS.....	6
4.1 – Délais d'exécution.....	6
4.2 – Prolongation des délais.....	6
4.3 – Pénalités pour retard.....	6
4.4 – Délais et pénalités pour remise du décompte final.....	6
4.5 – Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	7
ARTICLE 5 : GARANTIES – AVANCES.....	7
5.1 – Garanties.....	7
5.2 – Avances.....	7
ARTICLE 6 : INSTALLATION DES CHANTIERS – REMISE EN ÉTAT.....	7
6.1 – Installation des chantiers.....	7
6.2 – Repliement des installations de chantier – remise en état des lieux.....	7
ARTICLE 7 : MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	8
ARTICLE 8 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	8
8.1 – Période de préparation – programme d'exécution des travaux.....	8
8.2 – Plan d'exécution – notes de calculs – études de détails.....	8
8.3 – Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail.....	8
8.4 – Organisation – sécurité et hygiène des chantiers.....	8
ARTICLE 9 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	9
9.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	9
9.2 – Réception.....	9
9.3 – Délais de garanties.....	9
9.4 – Garanties particulières.....	9
ARTICLE 10 : ASSURANCES – GARANTIES.....	9
ARTICLE 11 : SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	9
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	9

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS

1.1 – Objet du marché – lieu d'exécution :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent les travaux nécessaires à la **conception et à la réalisation d'une chaufferie bois** pour l'Ecole Nationale des Sports de Montagne, sur son site du Centre National du Ski Nordique et de Moyenne Montagne de Prémanon (39).

1.2 – Dispositifs légaux en vigueur :

Le présent marché est passé selon la **procédure adaptée**, en application du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics.

1.3 – Tranches et lots :

Le présent marché n'est pas alloté et est constitué d'une seule tranche ferme.

1.4 – Intervenants :

1.4.1 – Maître d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INGETEC'S

405, rue du Docteur Jean Michel
39000 LONS LE SAUNIER

1.4.2 – Maître d'ouvrage :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**Ecole Nationale des Sports de Montagne (ENSM),
Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne (CNSNMM),
1848, route des Pessettes
39220 PRÉMANON**

1.4.3 – Sous-traitance :

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 133 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Il doit joindre, en sus des renseignements et justificatifs exigés dans le règlement de consultation (RC) CNSNMM-2017-07-01, l'attestation d'assurance et de responsabilité professionnelle visée à l'article 10 ci-après.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation aux stipulations de l'article 20.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux publics, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre dans lequel elles sont mentionnées ci-dessous :

2.1 – Pièces particulières jointes au présent marché :

- L'Acte d'engagement (AE) CNSNMM-2017-07-01 au format ATTRI1 ;
- Le Règlement de consultation (RC) CNSNMM-2017-07-01 ;
- Le programme technique ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) CNSNMM-2017-07-01 ;
- Le DC4 (déclaration de sous-traitance) ;
- L'étude d'opportunité réalisée par l'AJENA ;
- Les déclarations sur l'honneur ;
- La liste nominative des travailleurs étrangers.

2.2 – Pièces générales non jointes au présent marché :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009, sauf pour les dispositions qui pourraient être incompatibles avec celles de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ou du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres, à la date indiquée en page de garde.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PAIEMENT - PRIX

3.1 – Modalités de paiement – règlement des comptes :

La rémunération est forfaitaire. Son montant est égal au montant hors TVA fixé par l'acte d'engagement (AE), article B1 (page 3).

Les règlements (avances, acomptes, soldes et indemnités) s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique sous forme de règlement tel que prévu aux articles 110 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les paiements seront effectués par acomptes qui seront adressés au maître d'ouvrage pour vérification et visa.

Le taux des intérêts moratoires dus par défaut de paiement dans le délai indiqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir :

montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable

3.2 – Règlement des travaux non prévus :

Le présent marché de travaux pourra faire l'objet de modifications dans les conditions prévues aux articles 139 et 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

3.3 – Contenu des prix :

Les prix du marché sont hors taxes et sont établis compte tenu de toutes dépenses charges et aléas résultant de la fourniture de mobilier à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des travaux, des lieux et des circonstances locales.

3.4 – Variation dans les prix :

3.4.1 – Répercussions sur les prix du marché :

Les prix sont fermes, définitifs et non actualisables.

3.4.2 – Application de la taxe sur la valeur ajoutée :

Sauf dispositions particulières édictées dans le cadre de la réglementation générale sur les prix, le prix de règlement tient compte le cas échéant de la variation du taux ou de l'assiette de la TVA si celle-ci intervient entre la date d'établissement des prix et celle du fait générateur de la taxe.

En l'occurrence, la TVA est fixée à **20,00%**, comme indiqué dans l'article B1 (page 3) de l'acte d'engagement (AE) CNSNMM-2017-07-01.

3.4.3 – Tranches conditionnelles :

Sans objet.

3.5 – Paiement des sous-traitants/co-traitants :

3.5.1 – Désignation des sous traitants :

Conformément aux stipulations de l'article 3.6 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitant.

3.5.2 – Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant sera payé directement selon les modalités prévues à l'article 13.5.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Le titulaire devra impérativement joindre au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui seront dues, pour la partie de la prestation exécutée et qui sera réglée au sous-traitant.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant serait appelé à recevoir en paiement direct, une somme inférieure au montant initialement déclaré par le titulaire, il importerait que ce dernier produise une attestation signée du sous-traitant. Cette attestation aurait pour objet de certifier que le sous-traitant a reçu la totalité des sommes qui lui sont dues dans le cadre de la sous traitance prévue au titre du marché concerné.

Enfin, lors de la présentation du projet de décompte final, le titulaire devra produire une attestation signée par le sous-traitant précisant le montant total demandé en paiement direct, le montant des règlements perçus au profit du sous-traitant et le montant du solde dû à ce dernier.

En cas de co-traitance, les travaux exécutés feront l'objet d'un paiement à un compte unique.

ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

4.1 – Délai d'exécution :

Le délai d'exécution du présent marché est de **2 mois** (début des travaux 1^{er} Octobre 2017, réception le 30 Novembre 2017).

4.2 – Prolongation des délais :

Dans le cadre d'une éventuelle prolongation du délai, il est référé à l'article 19.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux publics.

4.3 – Pénalités pour retard :

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière d'un montant de 100 euros HT.

En cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros HT par absence.

4.4 – Délais et pénalités pour remise du décompte final :

Conformément à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte final est remis au maître d'œuvre dans le délai de **45 jours** à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de **30 jours** fixés aux articles 41.1.3 et 41.3.

La pénalité journalière d'1/3 000ème du montant HT prévue à l'article 20.1 du CCAG est applicable.

Cette pénalité sera appliquée après ordre de service rappelant au titulaire du marché ses obligations et fixant une date limite fixée par ordre de service jusqu'à remise effective du projet de décompte.

4.5 – Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

Les DOE (Documents des Ouvrages Exécutés) devront être fournis dans un délai de **30 jours** après la réception des travaux. Les décomptes définitifs ne seront transmis au Maître d'Ouvrage qu'après réception des DOE validés par un contrôle de l'ATMO.

ARTICLE 5 : GARANTIES - AVANCES

5.1 – Garanties :

Une retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements dans les conditions prévues aux articles 122 à 124 du décret n°2016-30 du 25 mars 2016. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, la caution totale sera obligatoirement établie par le mandataire.

5.2 – Avances :

En application de l'article 110 du décret n°360-26 du 25 mars 2016, le titulaire du marché peut choisir de bénéficier à une avance. Il établira son choix dans l'acte d'engagement (AE) CNSNMM-2017-07-01, article B4.

ARTICLE 6 : INSTALLATION DES CHANTIERS – REMISE EN ÉTAT

6.1 – Installation des chantiers :

Se référer à l'article 31.1 du CCAG relatif aux marchés de travaux publics.

6.2 – Repliement des installations de chantier – remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure par le maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés, pourront, à l'expiration d'un délai de **30 jours** après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature soit en dépôt, soit à la décharge publique aux frais et risques de l'entrepreneur ou être vendus aux enchères publiques.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités de retard sanctionnant le non-respect du délai contractuel défini à l'article 4.3 ci-dessus.

ARTICLE 7 : MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les matériaux et spécifications techniques doivent être conformes aux normes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Les vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits seront effectués, éventuellement, par un laboratoire ou organisme de contrôle agréé selon les modalités fixées à l'article 24 du CCAG relatif aux marchés de travaux publics.

ARTICLE 8 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 – Période de préparation – programme d'exécution des travaux :

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution visé à l'article 4.1 du présent CCP.

8.2 – Plan d'exécution :

Les plans d'exécution des ouvrages et spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire du marché.

8.3 – Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail :

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire (et ses sous-traitants) qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la **liste nominative des salariés étrangers** qu'il emploie et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette dernière est jointe au présent DCE.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

8.4 – Organisation – sécurité et hygiène des chantiers :

Le titulaire du marché est chargé de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité du personnel et des tiers et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier conformément aux dispositions de l'article 31.4.1 du CCAG relatif aux marchés de travaux publics.

L'opération est soumise à la réglementation en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et décret n°94-1159 du 26 décembre 1994). Les travaux concernés sont classés en troisième catégorie.

Chaque entreprise intervenante adressera, avant le début des travaux, au coordonnateur SPS le plan particulier en matière de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

ARTICLE 9 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9.1 – Essais et contrôles :

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux sont prévus par les documents contractuels.

9.2 – Réception :

Après achèvement des travaux, les travaux feront l'objet d'une réception définitive, prévue le **30 Novembre 2017**.

9.3 – Délais de garantie :

Les délais de garantie sont fixés par le programme technique, joint au présent DCE.

ARTICLE 10 : ASSURANCES - GARANTIES

Dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des travaux, le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages corporels, matériels et immatériels, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.
- D'une assurance couvrant leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil et conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des Assurances.

La justification de ces garanties se fait au moyen d'une attestation émanant de la compagnie d'assurance.

ARTICLE 11 : SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Se référer au programme technique joint au présent DCE.

ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2.1 du présent CCP déroge à l'article 20.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux publics.